Décision n° 2012-001 du 11 janvier 2012

donnant acte du désistement par la société Euro Cargo Rail de ses demandes de mesures conservatoires formées à l'encontre de la SNCF dans le cadre d'un différend l'opposant à RFF et à la SNCF relatif à l'allocation de sillons et à la situation de la gare de Gevrey

L'Autorité de régulation des activités ferroviaires,

Vu le code des transports, notamment son article L. 2134-2 ;

Vu le règlement intérieur de l'Autorité ;

Vu la demande de règlement d'un différend, enregistrée le 12 décembre 2011, présentée par la société Euro Cargo Rail, société par actions simplifiée au capital de 3 399 222 €, dont le siège social est situé 25-29, place de la Madeleine, 75008 Paris, représentée par Maitres François Brunet et Caroline Medina, du cabinet Cleary Gottlieb Steen Hamilton LLP ;

Dans cette saisine, Euro Cargo Rail (ci-après « ECR ») demande à l'Autorité :

- **au fond**, d'enjoindre, sous astreinte de 1 000 € par jour de retard :

1) à RFF, d'allouer et de reporter dans le système Houat pour l'intégralité de l'Horaire de Service 2012 : les sillons n° 60579 et n°60569, les sillons n°61396/61397 pour les lundis et les mercredis, le sillon n° 60574 les mardis et le sillon n° 61400 pour les lundis et les jeudis relevant du plan de transport GEFCO ;

2) à RFF, de reporter dans Houat le numéro de l'avis de transport exceptionnel n°40 1 800 000 et d'accorder une dispense de l'obligation d'incorporation de cet ATE ;

3) à RFF, de modifier le sillon relevant du plan de transport avec Danone n° 61035 pour le départ de la zone industrielle de la Gravière entre 18h et 20h et ce pour l'intégralité de l'Horaire de Service 2012 ;

4) à RFF, de rétablir les sillons des plans de transports Kombiverkher n°42200/1 pour l'intégralité de l'Horaire de Service 2012 et Spain Shuttle n° 44202 pour l'intégralité de l'Horaire de Service 2012 ;

5) à la SNCF en tant que gestionnaire d'infrastructure délégué d'apporter son meilleur concours à RFF pour que RFF puisse se conformer aux injonctions décrites ci-dessus.

- **à titre de mesures conservatoires**, d'ordonner, également sous astreinte de 1 000 € par jour de retard :

1) à RFF d'allouer et de reporter dans le système Houat :

- le sillon n°60570 pour les 14 et 15 janvier 2012,

- les sillons n°61396 et n° 61397 pour les lundis et les mercredis des semaines 50 à 52 de l'année 2011 et des semaines 1 à 8 de l'année 2012,
- les sillons n° 60579 et n°60569,
- le sillon n° 60574 les mardis des semaines 50 à 52 de l'année 2011 et des semaines 1 à 8 de l'année 2012,
- le sillon n° 61400 pour les lundis et les jeudis des semaines 50 à 52 de l'année 2011 et des semaines 1 à 8 de l'année 2012,

ou trouver une alternative à ceux-ci pour la réalisation du plan de transport d'ECR avec GEFECO pendant le début de l'Horaire de Service 2012.

2) à RFF de reporter dans Houat le numéro de l'avis de transport exceptionnel n°40 1 800 000 ;

3) à RFF de modifier le sillon relevant du plan de transport avec Danone n° 61035 pour le départ de la zone industrielle de la Gravière entre 18h et 20h pour les semaines 50 à 52 de l'année 2011 et les semaines 1 à 8 de l'année 2012 ou trouver une alternative pour la réalisation du plan de transport d'ECR avec Evian pendant le début de l'Horaire de Service 2012 ;

4) à RFF de rétablir les sillons des plans de transports Kombiverkher n°42200/1 et Spain Shuttle n° 44202 pour les semaines 50 à 52 de l'année 2011 et les semaines 1 à 8 de l'année 2012 ou trouver une alternative pour réaliser ces deux plans de transport ;

5) à RFF et à la SNCF de faire le nécessaire pour le rétablissement de l'alimentation en eau et en électricité du site Gevrey ;

6) à la SNCF en tant que gestionnaire d'infrastructure délégué d'apporter son meilleur concours à RFF pour que RFF puisse se conformer aux injonctions décrites ci-dessus.

Vu les observations de RFF, établissement public national à caractère industriel et commercial, immatriculé au registre du commerce de Paris sous le n° B 412 280 737, dont le siège est situé au 92, avenue de France, 75648 Paris cedex 13, représenté par Maîtres Philippe Hansen et Thierry Dal Farra, avocats associés à la SCP Uettwiller Grelon Gout Canat & Associés (UGGC), enregistrées lors de la réunion le 13 décembre 2011 avec ARAF ;

Vu les observations d'ECR sur le compte-rendu de la réunion le 13 décembre 2011 avec ARAF, enregistrées le 21 décembre 2011 ;

Vu les observations de RFF enregistrées le 21 décembre 2011 ;

Vu les observations de la SNCF, établissement public industriel et commercial au capital de 4 970 897 305 euros, ayant son siège 34 rue du Commandant Mouchotte, 75014 Paris, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 049 447, représenté par M. David Azéma, directeur général délégué, enregistrées le 21 décembre 2011 ;

Vu les observations de RFF enregistrées le 2 janvier 2012 ;

ARAF

Autorité de régulation des activités ferroviaires

Vu les observations de RFF enregistrées le 3 janvier 2012 ;

Vu l'Audience devant le Collège le 4 janvier 2012 ;

Vu le courrier de la société ECR enregistré le 5 janvier 2012 ;

Le collège en ayant délibéré, le 11 janvier 2012, hors la présence du rapporteur, du rapporteur-adjoint, du secrétaire général et des agents de l'Autorité (hors ceux désignés conformément au règlement intérieur pour assurer le secrétariat du délibéré), adopte la décision sur les motifs de fait et de droit ci-après exposés :

Pendant l'audience devant le collège de l'Autorité, le 4 janvier 2012, la société ECR exprime son intention de se désister de ses deux demandes de mesures conservatoires à l'encontre de la SNCF. Elle confirme sa décision par le courrier du 5 janvier 2012.

L'Autorité constate que ce désistement est pur et simple. Il convient d'en donner acte.

Décide :

Article 1^{er} :

Il est donné acte à la SNCF du désistement de la société ECR de ses demandes de mesures conservatoires à son encontre.

Article 2 :

Le secrétaire général de l'Autorité est chargé de notifier aux parties la présente décision, qui sera rendue publique, sous réserve des secrets protégés par la loi.

La présente décision a été adoptée à l'unanimité le 11 janvier 2012 sous la présidence de M. Pierre Cardo et en présence de MM. Jacques Bernot, Dominique Bureau, Henri Lamotte, Jean Puech et Daniel Tardy, membres du collège de l'Autorité.

Le Président

Pierre CARDO